



L'inégale réussite de l'économie occitane

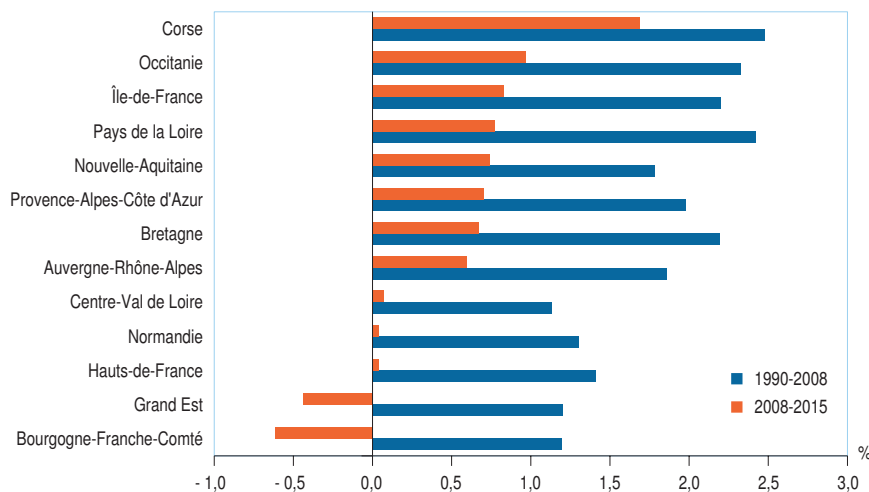
La croissance de l'économie en Occitanie est une des plus fortes des régions françaises. Elle s'appuie entre autres sur un dynamisme démographique élevé, une filière aéronautique et spatiale performante et le tourisme. Mais ces bons résultats vont de pair avec un chômage important et de conséquentes disparités sectorielles et territoriales.

Laurent Bisault, Insee

Beaucoup de régions envieraient un tel bilan. La croissance économique est au rendez-vous en Occitanie, avec son corollaire celle de l'emploi. Elle est presque ininterrompue depuis 1990 et surtout une des plus fortes des régions françaises. L'économie régionale dispose pour cela de plusieurs atouts comme l'augmentation de la population, la réussite de la filière aéronautique et spatiale ainsi que le tourisme. La croissance démographique augmente la demande locale. L'industrie aérospatiale ouvre des marchés internationaux. Et la région attire de nombreux touristes extra-territoriaux, de Lourdes au littoral, de Toulouse à Montpellier, des campagnes aux montagnes : la région est aujourd'hui la quatrième par son nombre de nuitées. Le niveau des qualifications est élevé et l'effort de recherche affiche les meilleurs standards européens. Cependant les créations d'emplois ne sont pas suffisantes pour compenser la croissance de la population active. D'où un chômage qui demeure durablement supérieur à celui des autres régions, hormis les Hauts-de-France. Et surtout l'économie se caractérise en Occitanie par de profondes disparités. Elles sont sectorielles, la filière aéronautique et spatiale pesant très lourd dans l'industrie régionale, et territoriales avec une concentration de l'activité autour des métropoles toulousaine et montpellieraine. Cela se traduit localement par d'importantes

1 L'Occitanie, plus forte croissance régionale derrière la Corse

Croissance annuelle moyenne du PIB en volume (en %)



Source : Insee, Comptes régionaux base 2010

difficultés économiques autour d'anciens pôles industriels et par une poursuite du déclin de l'emploi agricole dans des zones rurales.

Une forte croissance

À l'aune du produit intérieur brut (PIB), l'économie régionale est l'une des plus créatrices de richesses. De 1990 à 2008, le PIB progresse hors inflation de 2,3 % en moyenne annuelle, soit 0,4 point de plus que dans l'ensemble de la France métropolitaine.

Seules les économies de la Corse et des Pays de la Loire font mieux. Et depuis la récession de 2008-2009, la croissance de l'Occitanie atteint annuellement 1,0 %, soit deux fois celle de l'ensemble du pays hors DOM. Là encore seule la Corse affiche de meilleurs résultats, mais sur des volumes bien moindres (figure 1). En Occitanie, la croissance de l'économie est ainsi quasi ininterrompue depuis 25 ans, seulement affectée par la crise financière amorcée en 2008. Mais dès 2011, le PIB régional retrouve son niveau de 2008. L'emploi

suit, augmentant de 30 % sur les 25 dernières années, le meilleur score régional toujours après celui de la Corse.

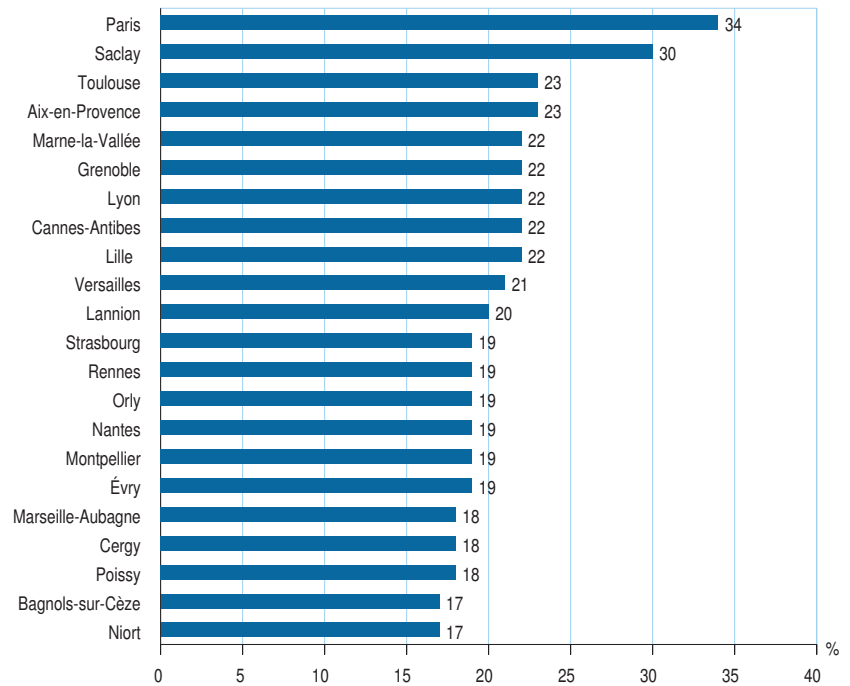
La croissance démographique est un moteur important de la croissance économique car chaque habitant génère une demande supplémentaire pour l'économie locale. Ce moteur fonctionne bien en Occitanie dont la population augmente de 20 % de 2000 à 2018, pour l'essentiel par un surcroît d'arrivées sur les départements dans la région, car l'Occitanie est durablement attractive. Autre facteur de croissance, l'industrie et ses marchés extérieurs. L'emploi industriel régional échappe à la baisse nationale. Il résiste mieux que celui des autres régions pendant les années quatre-vingt-dix, et s'est presque stabilisé depuis, progressant même à partir de 2010. La filière aéronautique et spatiale en est la locomotive. Articulée autour de 650 entreprises et 107 000 salariés fin 2017 en Occitanie, elle enregistre de nouveaux progrès en 2018. Même si elle est principalement implantée en Haute-Garonne, elle irrigue tous les départements de la région à commencer par le Lot, les Hautes-Pyrénées, l'Aveyron et l'Ariège. La filière génère aussi dans la région des activités connexes comme l'ingénierie et plus généralement, le domaine du numérique. D'un point de vue national, la filière aéronautique et spatiale d'Occitanie contribue à un des rares excédents commerciaux français. L'agroalimentaire est un autre point fort industriel de la région. Certes de moindre importance, mais qui présente l'avantage de n'être que partiellement délocalisable car l'activité est nécessaire pour la transformation des produits agricoles locaux. Ce secteur industriel est aussi moins sensible que beaucoup d'autres à la conjoncture comme l'a montré la crise de 2008-2009. En particulier, les effectifs salariés agroalimentaires ont très peu baissé, résistant d'ailleurs mieux en Occitanie que dans l'ensemble de la France.

Des qualifications et une recherche en pointe

Les zones d'emploi franciliennes de Paris, Saclay (Essonne) et Marnes-la-Vallée (Seine-et-Marne) concentrent de nombreux emplois qualifiés, avec 34 %, 30 % et 22 % de cadres et de professions intellectuelles supérieures en 2015. Cependant, Toulouse et Montpellier ne sont pas en reste : 23 % à Toulouse comme à Aix-en-Provence et un peu devant Lille, Cannes-Antibes, Lyon, Grenoble (22 %), 19 % autour de Montpellier (figure 2). Les emplois toulousains sont ceux de l'industrie aéronautique et spatiale, chez Airbus ou Thales, mais aussi de l'ingénierie comme chez Altran et Alten, deux géants du secteur. Ils sont également ceux d'organismes publics de recherche ou universitaires. Ils sont davantage ceux du secteur public à Montpellier, dans la recherche notamment agroalimentaire avec l'Institut national de la recherche agronomique

2 Des emplois qualifiés à Toulouse et Montpellier

Poids des cadres par zone d'emploi en 2015 (en %)



Source : Insee, Clap

(Inra), l'hôpital ou l'enseignement, même si IBM, Sanofi et Dell en accueillent un grand nombre. La recherche est d'ailleurs un autre point fort régional. Avec 3,7 % de dépenses de recherche et de développement (R&D) dans le PIB en 2015, l'Occitanie est avec l'île-de-France la seule région française à atteindre l'objectif européen de 3 % de dépenses de R&D. La richesse de la recherche régionale vient aussi de ce qu'elle prend plusieurs formes. Recherche fondamentale (*définitions*) principalement dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) comme le Centre

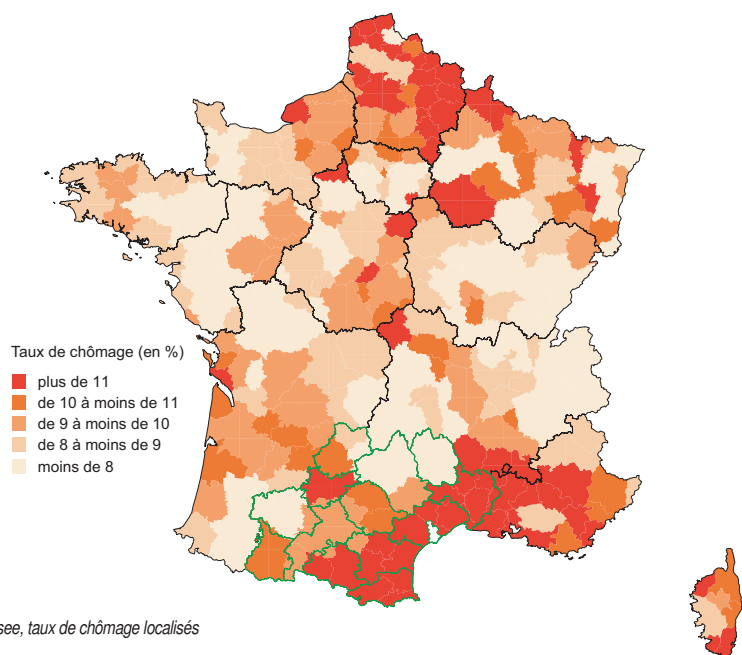
national de la recherche scientifique (CNRS). Recherche appliquée dans les établissements publics à caractère industriel et commercial (Épic) comme l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). Et développement expérimental pour l'essentiel dans les entreprises. La métropole toulousaine est toutefois la seule à accueillir massivement ces trois composantes de la recherche.

Un chômage structurellement élevé

De la croissance certes, mais aussi beaucoup de chômage. Car si les créations d'emplois

3 Un chômage parmi les plus élevés d'Alès au nord-est à Saint-Girons au sud-ouest de l'Occitanie

Taux de chômage localisés par zone d'emploi en moyenne annuelle 2017 (en %)



Source : Insee, taux de chômage localisés

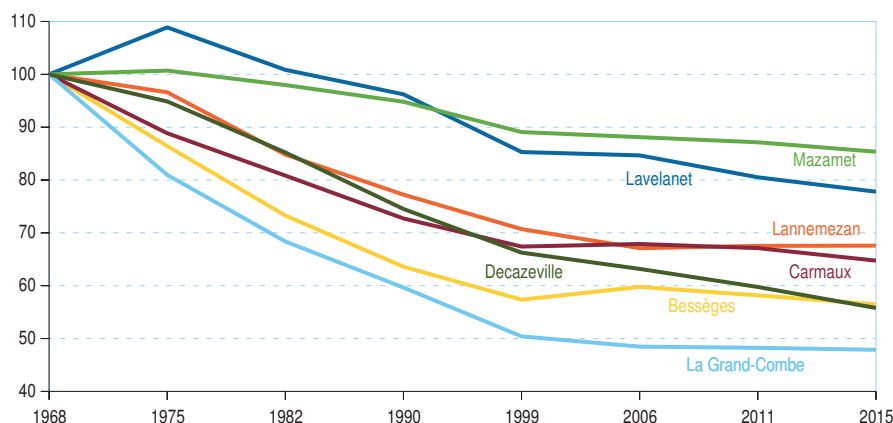
sont nombreuses, en Occitanie, le chômage n'en est pas moins important. De 2008 à 2016, la région est la seconde de France métropolitaine derrière la Corse pour le taux de croissance de l'emploi. Pourtant, le taux chômage progresse en Occitanie de 2,9 points du quatrième trimestre 2008 à celui de 2016, soit la plus forte hausse régionale. L'explication tient pour partie à l'attractivité de l'Occitanie qui suscite de nombreuses installations, et dans une moindre mesure à l'impact des réformes des retraites qui prolongent les durées d'activité. Elle provient aussi d'une plus grande participation des femmes au marché du travail en Occitanie comme dans d'autres régions. Le taux de chômage atteint 11,0 % en moyenne annuelle 2017 en Occitanie, alors qu'il est de 9,1 % dans l'ensemble de la France métropolitaine. À 11,6 %, seul celui des Hauts-de-France est plus élevé. Le chômage dans la région est aussi géographiquement très contrasté (figure 3). De toutes les zones d'emploi métropolitaines, il est au plus haut autour d'Agde-Pézenas dans l'Hérault, où 16,9 % de la population active est au chômage. Le taux de chômage dépasse ou approche les 15 % à Alès dans le Gard, et à Céret et Perpignan dans les Pyrénées-Orientales. Grâce aux nombreuses créations d'emplois, le taux de chômage est nettement plus faible dans la zone d'emploi de Toulouse quoique toujours supérieur à la moyenne nationale (9,1 % en moyenne annuelle 2017). Il est de 5,9 % dans celles de Rodez et de Lozère. Handicap supplémentaire pour les territoires les plus touchés, ce sont aussi ceux où le chômage a le plus augmenté depuis 2008. De quoi accroître encore un peu plus les disparités régionales.

Des qualifications inégalement réparties

En matière de qualifications, ce qui est vrai à Toulouse ou Montpellier l'est beaucoup moins dans le reste de la région. Il y a en proportion deux fois plus de cadres dans la zone d'emploi toulousaine en 2015 que dans celles de Castres, Albi, Figeac, Tarbes ou dans celle de Perpignan où la part des cadres est bien en dessous de la moyenne métropolitaine. Sur longue période, de 1982 à 2015, l'écart s'accroît au profit des métropoles et surtout de celle de Toulouse. La distribution spatiale des emplois liés à la recherche est encore plus concentrée que celle des cadres. Sur les 68 000 emplois régionaux de conception-recherche (définitions) en 2015, on en dénombre 43 000 dans la zone d'emploi toulousaine, 11 000 dans celle de Montpellier, 1 500 à Bagnols-sur-Cèze en lien avec la filière nucléaire ainsi qu'à Nîmes et 1 100 autour de Tarbes. L'existence d'établissements du supérieur comme les écoles des mines d'Alès ou d'Albi n'y change pas grand-chose, ces zones d'emploi comptent peu dans la recherche régionale.

4 Des territoires à la fin de leur histoire industrielle

Évolution des populations des unités urbaines (indice 100 en 1968)



Source : Insee, recensements de la population

5 Peu d'entreprises de taille intermédiaire en Occitanie

Entreprises de taille intermédiaire (ETI) par région principale d'implantation en 2015

Région	Nombre d'ETI		Effectif salarié dans les ETI en équivalent temps plein (ETP)			
	Ensemble des ETI	dont ETI industrielles	Ensemble des ETI	dont ETI industrielles	Part des ETI dans l'ensemble des entreprises (%)	
					Ensemble des ETI	dont ETI industrielles
Île-de-France	1 694	212	697 395	91 457	24	3
Auvergne-Rhône-Alpes	696	294	250 878	121 115	23	11
Hauts-de-France	424	182	177 322	78 803	27	12
Grand Est	410	205	157 166	82 646	24	13
Nouvelle-Aquitaine	374	145	128 974	54 305	20	8
Pays de la Loire	344	152	122 622	62 605	25	13
Occitanie	305	70	102 413	28 304	16	5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	281	58	99 186	24 071	17	4
Normandie	241	96	84 790	37 253	24	10
Bretagne	234	86	93 659	39 235	24	10
Bourgogne-Franche-Comté	186	87	57 840	26 083	20	9
Centre-Val de Loire	174	77	54 743	26 998	21	10
Corse	10	1	2 570	171	5	0
Ensemble	5 373	1 665	2 029 558	673 046	100	100

Lecture : en Occitanie, les 305 entreprises de taille intermédiaire (ETI) emploient 102 413 salariés en équivalent temps plein (ETP), soit 16 % des ETP régionaux

Champ : entreprises marchandes non-agricoles, non-financières

Source : Insee, Esane 2015

Une industrie sélective

L'histoire est prégnante. La région Occitanie n'a pas de passé industriel très ancien, ce qui prive les acteurs économiques de solutions alternatives en cas de difficultés de certains secteurs. Il faut remonter au début du XIX^e siècle pour le comprendre. L'ex-région Midi-Pyrénées dispose alors de peu de matières premières, les mines de charbon de Carmaux (Tarn) et de Decazeville (Aveyron) étant mal desservies par les chemins de fer. Mais surtout, la bourgeoisie locale privilégie la rente foncière pour s'enrichir. De rares tentatives sont cependant menées là où la terre est pauvre, en bordure du Massif central et des Pyrénées. À Castres on travaille la laine, à Mazamet on se spécialise dans le délainage, à Graulhet (Tarn) dans la mégisserie, à Lavelanet dans le textile et les forges fleurissent à Massat (Ariège). À Nîmes, on privilégie la viticulture au textile

devant la concurrence lyonnaise. Cent ans plus tard, « *L'Ouest et le Midi semblent condamnés à la marginalisation économique* » [Marconis, 1996]. Les deux guerres mondiales et la politique d'aménagement du territoire des années soixante font toutefois émerger l'industrie aéronautique autour de Toulouse. Les mines sont aujourd'hui fermées, comme la production d'aluminium à Tarascon (Ariège). L'industrie textile comme celles du cuir ou du délainage ont globalement rendu les armes, même s'il reste quelques établissements de confection en activité aux portes des Cévennes. Faute de pouvoir revitaliser ces territoires, ils se sont vidés de leur population. Les sites miniers ont été les plus touchés avec 50 % d'habitants en moins depuis 1968 dans les unités urbaines de La Grande Combe (Gard) et 45 % dans celles de Bessèges (Gard) ou de Decazeville (Aveyron). Les sites liés au textile et à l'habillement ont

perdu 20 % de leur population à Lavelanet (Ariège) et 15 % à Mazamet (Tarn) (figure 4). Certes quelques belles histoires industrielles se sont écrites en Occitanie, comme celle de Pierre Fabre dans la chimie et la pharmacie. Mais la spécialisation industrielle de l'Occitanie dans la construction aéronautique et spatiale demeure forte en 2015, avec 17 % des emplois industriels en équivalents temps plein (ETP) en Occitanie. De plus, les entreprises d'Occitanie de taille intermédiaire (ETI) (définitions), les plus aptes à se lancer dans l'exportation, sont rares. Elles n'emploient que 16 % des ETP régionaux des secteurs marchands non agricoles non financiers, soit le taux le plus bas de France métropolitaine en dehors de la Corse (figure 5). Hormis celles qui sont intégrées à la filière aéronautique et spatiale, ces ETI régionales sont aussi davantage tournées vers les services que l'industrie, un atout de moins pour conquérir de nouveaux marchés étrangers. Parmi les exceptions, citons le confiturier Andros dans le Lot et le semencier Rouergue, Auvergne, Gévaudan, Tarnais (RAGT) dans l'Aveyron, devenu au fil des ans un acteur européen dans son domaine.

L'emploi agricole en déclin

Le mouvement n'est pas spécifique à la région. De 1990 à 2016, l'emploi agricole recule de moitié en Occitanie. Cette évolution n'a pas d'équivalent dans les autres grands secteurs

économiques : entre 1990 et 2016, les effectifs se maintiennent presque dans l'industrie, progressent un peu dans la construction et fortement dans le tertiaire. L'emploi agricole est ainsi de moins en moins en capacité de garantir un minimum d'activité dans les territoires ruraux. Sa disparition contribue aussi à la concentration de l'activité dans les zones urbanisées. Le recul de l'emploi agricole touche tous les départements mais à des rythmes différents (figure 6). Il est moins marqué dans l'Hérault et en Lozère, où un tiers des effectifs agricoles ont disparu en 25 ans, que dans le Lot ou le Tarn-et-Garonne. La raréfaction des effectifs agricoles prend plusieurs formes. Tout

d'abord la concentration des exploitations dans de grosses structures qui va de pair avec des gains de productivité, ce qui permet le maintien ou même la croissance des productions. L'avancée de l'urbanisation se fait le plus souvent au détriment des meilleures terres car les villes se sont développées dans les sites les plus favorables à l'agriculture. Mais aussi l'abandon de parcelles qui retournent à l'état de friches, principalement en montagne. Ce mouvement a des conséquences sur l'environnement puisque la perte de terres agricoles réduit le stockage de CO₂ dans les sols et s'accompagne souvent de l'intensification des pratiques agricoles. ■

6 L'emploi agricole diminue dans tous les départements d'Occitanie

Évolution de l'emploi agricole entre 1990 et 2016

	Nombre d'emplois en 1990	Nombre d'emplois en 2016 (p)	Variation 1990-2016 (%)
Lot	10 218	4 235	-59
Hautes-Pyrénées	7 708	3 205	-58
Tarn-et-Garonne	12 872	5 409	-58
Tarn	13 505	6 168	-54
Gers	16 495	7 979	-52
Haute-Garonne	11 257	5 676	-50
Ariège	4 624	2 338	-49
Aveyron	18 750	9 871	-47
Pyrénées-Orientales	9 244	4 992	-46
Gard	15 649	8 902	-43
Aude	13 491	7 736	-43
Lozère	5 041	3 074	-39
Hérault	14 494	9 320	-36

(p) : données provisoires

Source : Insee, Estel

Définitions

Les **cadres et professions intellectuelles supérieures** regroupent les professions libérales et assimilées, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et scientifiques et les cadres et ingénieurs d'entreprise, selon la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).

La **recherche fondamentale** porte sur des travaux expérimentaux ou théoriques en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sans envisager une application ou une utilisation particulière. La **recherche appliquée** vise à acquérir des connaissances nouvelles, dirigées vers un but ou un objectif pratique déterminé. Le **développement expérimental** s'appuie sur des connaissances existantes pour la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs ou l'amélioration de ceux qui existent déjà.

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active estimée au lieu de résidence.

Le champ des emplois de **conception-recherche** est plus large que celui de la recherche et du développement retenu par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) car ces emplois ne sont pas nécessairement liés à « un élément de nouveauté non négligeable et la dissipation d'une incertitude scientifique ou technologique ». Les emplois de la conception-recherche sont mesurés dans le recensement de la population à des fins de comparaisons territoriales.

Une **entreprise régionale** est ici une entreprise dont au moins la moitié des effectifs travaillent dans la région.

Une **entreprise de taille intermédiaire (ETI)** est une entreprise qui a entre 250 et 4 999 salariés, et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros, soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. C'est une des quatre catégories d'entreprises définies pour les besoins de l'analyse statistique et économique par le décret d'application de la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

Insee Occitanie
36, rue des Trente-Six Ponts
BP 94217
31054 TOULOUSE Cedex 4

Directrice de la publication :
Caroline JAMET

Rédactrice en chef :
Michèle EVEN

Mise en page et impression :
Agence Elixir, Besançon

ISSN : 2492-1629 (version imprimée)
ISSN : 2493-4178 (version en ligne)

© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « Bilan économique Occitanie - 2018 : l'économie régionale résiste, dans un contexte de ralentissement de la croissance », *Insee Conjoncture Occitanie* n° 18, juin 2019
- « Un marché du travail dynamique et attractif, mais un chômage qui reste élevé », *Insee Analyses Occitanie* n° 68, février 2019
- « [La recherche en Midi-Pyrénées] Les moyens d'une ambition européenne », 6 pages *Midi-Pyrénées* n° 133, avril 2011
- « Midi-Pyrénées : déclin et renouveau. Pour une lecture de l'histoire contemporaine de la région », *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, Tome 108, n° 215, 1996

